

# REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

November 1989

**Le savoir et l'Etat**

**122**

# Les sciences sociales au Pakistan: une evaluation

Inayatullah

Les sciences sociales qui ont vu le jour et se sont développées en Occident en même temps que les sciences exactes et naturelles ont ensuite été implantées dans les colonies, et leur diffusion est actuellement assurée par plusieurs organisations internationales, gouvernements occidentaux, fondations et sociétés multinationales avec le soutien actif ou a gouvernements des monde.

La diffusion sociales dans le sous-c été lente, en particulier qui constituent aujourd'h Pakistan. Depuis l'ind surtout pendant les a développement des sciences sociales au Pakistan s'est quelque peu accéléré. En 1963, on y comptait une soixantaine de facultés des sciences sociales dans neuf universités et trois instituts d'agriculture. Une douzaine d'instituts relevant du secteur public s'occupaient de recherche en sciences sociales et un grand nombre d'écoles d'administrations dispensant une formation en cours d'emploi avaient inscrit les sciences sociales a leur programme. De 1947 a 1983, le nombre des spécialistes des sciences sociales est passé a environ seize mille.

Le present article s'efforce d'évaluer l'état actuel des sciences sociales au Pakistan.

Le contexte politique dans lequel s'est opéré le transfert des sciences sociales positivistes de l'Occident aux pays du Tiers monde n'était guère

propice aux débats ou a une remise en question de leurs bases épistémologiques. Les sceptiques et les opposants n'y constituèrent qu'une minorité jusqu'à ce que les sciences sociales positivistes fussent sérieusement contestées en Occident même, pendant les années soixante-dix.

*Inayatullah est un politologue qui a travaillé a l'Université Quaid-i-Azam, Islamabad, et a l'Institut pour le développement social des Nations Unies, Genève, Suisse. Ses recherches et ses publications portent sur les sciences sociales, le role des militaires, des bureaucrates, et les mouvements secessionnistes en Afrique du Sud et au Pakistan. Son adresse: 3, Street 18, F 7/2, Islamabad, Pakistan.*

Simultanément le contexte politique caractérisé par le dans une certaine colonialisme, se trouvait étant a certains sciences sociales du s'affirmer tant sur le sur le plan intellectuel pp. 118-119; Dube, 7).

Cette prise de conscience accrue se traduit par une remise en cause des sciences sociales positivistes occidentales, critiquées en raison de leur ethnocentrisme, de leur prétention a l'universalité, de leur tendance a expliquer le sousdéveloppement de préférence par des facteurs internes en minimisant le role du colonialisme, et en raison de nombreux autres aspects (Alatas, 1972; Inayatullah, 1975; Wiarda, 1981). On accusa les sciences de servir les intérêts politiques et économiques de l'Occident, et de perpétuer de ce fait le colonialisme et la dépendance intellectuels. Les appels a la décolonisation, a la liberation et a l'indépendance intellectuelles (Haq, 1975), a l'adaptation plutôt qu'à l'adoption en bloc et sans contestation des sciences sociales occidentales, et a l'« indigénisation » se firent plus fréquents dans les conférences internationales et les associations

régionales, telles que l'AASSREC [Association asiatique des conseils de recherche en sciences sociales (rapport Unesco, 1980)]. Un forum du Tiers monde pour l'autonomie et la libération intellectuelle fut fondé en 1974. Malheureusement, celui-ci n'a pas su inciter véritablement les spécialistes des sciences sociales à adopter une attitude créatrice et à étudier les problèmes affligeant les populations du Tiers monde: il existe toujours, mais ne fonctionne qu'au ralenti.

Les spécialistes des sciences sociales pakistanais, qui ont passé pratiquement toute leur vie sous des régimes autoritaires pro-occidentaux sans jouir d'une liberté d'expression totale, sont essentiellement restés en marge de ce débat et ont, en général, respecté le paradigme positiviste. Ce n'est que récemment que les sciences sociales positivistes ont été remises en question par la tendance à «l'islamisation des connaissances» lancée par des économistes islamiques (Naqvi *et al.*, 1980), mais il est encore trop tôt pour dire s'il y a là l'amorce d'une solution de rechange fondée sur des bases épistémologiques viables. Outre ce mouvement d'adeptes des sciences sociales islamiques, un petit nombre d'autres spécialistes des sciences sociales pakistanais se sont récemment engagés dans une critique du positivisme (Qureshi, 1983, pp. 17-23). Mais pour la majorité des membres de la profession, la foi dans le positivisme demeure inébranlable: en fait, ils n'ont pas encore pris conscience qu'ils ne pratiquent que l'une des différentes approches possibles des sciences sociales.

À de rares exceptions près, la plupart des ouvrages en sciences sociales publiés au Pakistan ne visent pas la croissance cumulative des connaissances dans un domaine particulier ou dans l'ensemble des sciences sociales. En général, ces

ouvrages sont dépourvus d'orientation et de cadre théoriques, et si ce cadre existe, il n'est pas lui-même soumis à une évaluation critique. Les théories ayant cours sont presque toujours acceptées sans aucune réserve. C'est ce qui explique que, dans la plupart des branches des sciences sociales, les Pakistanais n'ont guère contribué à l'accumulation des connaissances.

Vu cette absence de cadre théorique systématique, les sciences sociales au Pakistan ont surtout évolué dans deux directions: a) l'analyse «speculative» superficielle; ou b) ce que Mills appelle l'«empirisme abstrait» (Mills, 1959, pp. 50-75) et Waseem l'«hypertrophie du factuel» (Waseem, 1986). L'analyse speculative superficielle est particulièrement manifeste dans le style journalistique de l'analyse des événements politiques (Saeed Shafiq, 1988), du traitement de la politique étrangère, de l'histoire narrative et descriptive (Malik, sans date, 1986?), et d'autres disciplines. Ce type d'analyse consiste à rechercher les causes d'un ensemble d'événements contemporains dans un autre ensemble d'événements contemporains sans les rattacher systématiquement à leur contexte historique. Lorsque l'analyse historique est pratiquée, elle ne dépasse pas en général la simple description ou d'un phénomène donné ou de son déroulement dans le temps, et ne vise nullement à recenser les causes à l'origine dudit phénomène. En fait, le divorce entre l'histoire et les sciences sociales, qui s'est produit aux États-Unis d'Amérique pendant la période de l'après-guerre, s'est perpétué au Pakistan, où il a considérablement nui aux sciences sociales encore dans leur enfance. Cela n'a toutefois pas empêché les historiens de contribuer à d'autres disciplines telles que les sciences politiques, ou de faire leurs techniques purement descriptives et narratives utilisées dans d'autres

disciplines des sciences sociales (Saeed Shafqat, 1988, p. 4).

On constate également l'existence d'une tendance à expliquer un ensemble de variables par un ensemble similaire de variables ou par le rôle de certaines personnalités et leurs caractéristiques particulières. Le charisme est fréquemment utilisé comme explication tant par les spécialistes des sciences sociales que par des gens pratiquant l'analyse sociale à titre non professionnel.

Les événements politiques sont aussi expliqués en fonction du plus ou moins grand respect, ou de violation plus ou moins massive des normes et préceptes juridico-formels ou constitutionnels. En revanche, leur analyse scientifique en termes de processus sociaux fondamentaux, de dynamique de l'évolution de l'histoire, des relations entre les sous-ensembles et ensembles sociaux (par exemple, de l'interaction entre le contexte mondial et les événements nationaux et régionaux) n'est guère moins pratiquée. En général, les événements et les phénomènes sociaux sont traités comme des phénomènes uniques au lieu d'être replacés dans une perspective historique et contemporaine comparative. Les explications recherchées sont ponctuelles et ne s'insèrent pas dans un cadre théorique articulé.

Si une partie de l'analyse spéculative (historique et juridicoformelle) découle dans une certaine mesure de la tradition intellectuelle endogène, l'empirisme abstrait ou hypertrophie du factuel découle, quant à lui, d'une compréhension superficielle des sciences occidentales, tant exactes que sociales, fruit d'une formation acquise en Occident. L'empirisme abstrait procède de l'idée erronée que la science ne traite que de faits, de données et de

preuves concrètes, ce qui n'est qu'une vérité partielle, voire trompeuse. Les faits ne parlent pas d'eux-mêmes, et ne prennent un sens que lorsqu'ils sont reliés les uns aux autres et interprétés dans un cadre théorique. Vu la diversité de la réalité, la recherche des faits doit s'effectuer à la lumière d'une orientation théorique, sans laquelle il est impossible de déterminer quels sont ceux de ces faits qui sont pertinents pour l'étude entreprise. Au Pakistan, l'obsession des faits domine particulièrement en économie, en démographie, en sociologie et peut-être en psychologie. Cette obsession est désormais facilitée par l'utilisation des ordinateurs qui peuvent saisir une profusion de données et dégager ensuite des structures, des corrélations et des associations sans l'intervention active d'une théorie ou de l'imagination théorique d'un bon spécialiste des sciences sociales.

L'importation de l'empirisme abstrait s'est accompagnée de l'importation de techniques de recherche mises au point en Occident, qui ne sont pas toujours adaptées à la collecte des faits dans une société relativement illettrée, à prédominance rurale, n'ayant pas accès aux moyens de communications modernes. C'est pourquoi les faits recueillis grâce à ces techniques ne reflètent guère la réalité. Les spécialistes des sciences sociales pakistanais doivent se souvenir que les techniques anthropologiques comportent leurs propres limites lorsqu'on les applique à des phénomènes dont l'étude ne se prête guère à leur utilisation.

### **L'objectivité dans les sciences sociales**

Le concept traditionnel d'objectivité doit être élargi: en effet, outre le désintéressement et le détachement, il doit également englober un ensemble d'attitudes et l'engagement moral de la part des spécialistes des sciences sociales d'être neutres et

impartiaux au cours de leurs observations. Ceci leur impose l'obligation d'éliminer tout technocentrisme et tout désir d'acquérir des connaissances en vue de bénéfices matériels, de la renommée et du pouvoir. Ils ne peuvent accéder à cette objectivité véritablement scientifique que s'ils réussissent à se transformer moralement et à adopter une attitude qui ne soit pas mécaniquement objective, mais transcende l'esprit de clocher découlant de la sujétion ou de l'identification à un groupe social, et soit effectivement empreinte d'amour pour toute l'humanité.

Dans les cultures traditionnelles, ce type d'autopurification est atteint par les grands mystiques. Quant à la formation des spécialistes modernes des sciences sociales, elle leur inculque un certain degré d'objectivité et élargit leurs perspectives, dans certains cas, grâce à l'analyse comparative des sociétés et des cultures et à leur initiation technique aux rudiments de la méthode scientifique; mais dans la mesure où elle est dépourvue de tout contenu moral et spirituel, elle ne peut éliminer les préjugés sociaux.

L'objectivité est considérée dans certains milieux intellectuels comme synonyme de neutralité axiologique, comme une sorte d'amoralisme à l'égard des repercussions morales et politiques des connaissances en sciences sociales. Mais cette position est indéfendable tant sur le plan moral que sur le plan scientifique. L'adage classique selon lequel le savoir et le pouvoir ne font qu'un se vérifie à plus forte raison dans le contexte moderne en raison de l'existence de moyens de communication de masse et de l'efficacité des techniques d'endoctrinement. Le choix des sujets d'étude lui-même est orienté par un système de valeurs. Ces valeurs peuvent être celles d'un spécialiste donné des sciences sociales ou celles

de l'organisation pour laquelle il travaille, ou bien encore celles des autorités politiques. Elles peuvent être empreintes de l'esprit de clocher et de particularismes ou universelles et applicables à toute l'humanité. La nature des valeurs en fonction desquelles le spécialiste choisit son sujet d'étude influe en fin de compte sur la répartition du pouvoir dans la société et les décisions politiques. Ainsi, en adoptant une attitude de neutralité axiologique, le spécialiste des sciences sociales devient, non pas vraiment objectif, mais simplement indifférent aux conséquences politiques et morales de son travail. La véritable objectivité suppose que le spécialiste joue carte sur table, c'est-à-dire précise quelles sont les valeurs qui le guident dans le choix de son sujet d'étude, et quels types de résultats il espère obtenir sur le plan social. Une fois ces choix effectués, il doit rester neutre en ce qui concerne la formulation de ses hypothèses et la collecte et l'interprétation de ses données. La neutralité axiologique entendue comme le rejet de toute responsabilité quant aux repercussions sociales de ses études et de toute tentative de les prévenir à la lumière de sa propre raison et de son propre jugement, en laissant à certains groupements d'intérêts le soin de les interpréter de leur propre point de vue étroit, devient une doctrine pernicieuse, réduisant les savants au rôle de mandarins ou de mercenaires intellectuels.

Si les sciences sociales occidentales sont elles aussi, dans une certaine mesure, entachées d'ethnocentrisme, au Pakistan, elles souffrent de deux maux: d'une part la xénophilie (soit l'enjouement pour ce qui est nouveau et étranger), et d'autre part l'ethnocentrisme, le premier de ces deux maux découlant de l'intégration de la société pakistanaise à la tradition culturelle anglo-saxonne, et le deuxième de sa culture intellectuelle endogène et

des circonstances spéciales de sa naissance en tant qu'Etat distinct de l'Inde.

L'ethnocentrisme est particulièrement évident dans les ouvrages sur l'histoire de l'Islam, sur l'histoire du séparatisme musulman en Inde, et sur l'histoire récente du Pakistan. Il est un fait qu'on ne saurait procéder à une évaluation objective de la civilisation islamique sans reconnaître, par certains aspects et à certaines époques, elle a incarné les plus nobles valeurs humaines et a été à l'origine de réalisations culturelles considérables. Son rôle de courroie de transmission des réalisations intellectuelles de civilisations plus anciennes, en particulier celles de la Grèce, est effectivement impressionnant. Mais la plupart des historiens pakistanais qui traitent de l'histoire islamique ont tendance à exagérer et à en exalter la quasi-totalité sans preuves à l'appui, en oubliant de l'examiner d'un point de vue critique. Très peu, par exemple, auraient le courage, comme Iqbal, de qualifier les invasions par les Arabes d'autres pays au cours de périodes antérieures d'« impérialisme arabe » (Iqbal, 1982, pp. 158-159) ou de replacer l'invasion de l'Inde par les Musulmans dans une perspective objective et comparative. La plupart des historiens pakistanais adoptent une attitude défensive, comme s'ils souffraient d'un profond sentiment de culpabilité.

Un deuxième domaine dans lequel beaucoup de spécialistes pakistanais des sciences sociales (et en particulier d'historiens et de spécialistes des sciences politiques) manquent d'objectivité est l'histoire du séparatisme musulman et du Pakistan. Un nombre considérable d'entre eux partent de l'hypothèse de l'inévitabilité de la création du Pakistan en tant que culmination d'un long processus historique entamé avec l'invasion de

l'Inde par les Arabes. Deuxièmement, on constate chez eux une attitude romantique et non empirique vis-à-vis du mouvement pakistanais, invariablement caractérisé comme un mouvement de masse, sans la réserve indispensable que ce caractère de masse ne s'est manifesté qu'à un stade ultérieur et essentiellement en milieu urbain, en particulier dans les zones constituant à présent le Pakistan. En outre, le clivage est trop important entre ceux qui considèrent ce mouvement comme découlant essentiellement de facteurs matériels historiques et ceux qui l'attribuent à la quête d'un Etat islamique idéal. Aucune synthèse des facteurs matériels et idéologiques qui ont simultanément joué (vérifiée ou démentie par la recherche empirique) ne semble se dégager. Certains historiens ont entrepris de dénaturer ou de passer sous silence le rôle des dirigeants qui se sont opposés au Pakistan mais ont protégé les intérêts des Musulmans et, dans certains cas, du Pakistan. Quelques spécialistes des sciences sociales ont tendance à expliquer les événements à l'aide d'une théorie de la conspiration, et appuient par conséquent, délibérément ou non, les dirigeants en détournant l'attention de la population des causes véritables des événements. Il ne s'ensuit pas que les spécialistes des sciences sociales devraient exclure la « théorie de la conspiration » de leurs explications des faits, même lorsque les données empiriques la confirmant sont suffisantes. Mais nous devons nous souvenir que la « théorie de la conspiration » est, en général, le cheval de bataille de ceux qui souffrent de paranoïa individuelle ou sociale, et veulent s'épargner un travail théorique créateur et des recherches empiriques pénibles en y substituant cette théorie.

Un troisième domaine dans lequel certains spécialistes pakistanais des sciences sociales manquent d'objectivité est la compréhension de la

structure sociale, des systèmes politiques, du fonctionnement de l'économie, du potentiel militaire, des attitudes et des intérêts en matière de politique étrangère et des réalisations culturelles des prétendus ennemis >>, qu'au lieu de chercher à évaluer définitivement, on dénigre en public et admire en privé; cela est particulièrement vrai en ce qui concerne l'Inde, pays dont un certain nombre de spécialistes pakistanais des sciences sociales, ainsi que de dirigeants politiques et de membres de la population, ont du mal à s'accommoder...

Les spécialistes pakistanais des sciences sociales n'ont pas encore réussi non plus à adopter une attitude objective vis-à-vis de la civilisation occidentale et du colonialisme et néocolonialisme britanniques. La plupart d'entre eux ont reçu leur formation en Occident: sur l'ensemble des titulaires d'un doctorat en sciences sociales actuellement employés au Pakistan, plus de 51% ont fait leurs études dans des universités britanniques et américaines. Si un faible pourcentage a tendance à se montrer critique vis-à-vis des connaissances acquises à l'étranger, la plupart, par contre, les acceptent comme des «vérités scientifiques» irréfutables. Ayant ainsi tâté de la vie en Occident, ces spécialistes reviennent au pays totalement dépourvus de tout esprit critique à l'égard des styles de vie, systèmes politiques, cultures et politiques étrangères de l'Occident.

Les «savants bureaucrates» qui ont hérité des traditions de la fonction publique coloniale britannique et du savoir britannique adoptent, eux aussi, des attitudes dépourvues d'esprit critique à l'égard de l'héritage intellectuel britannique. Lorsque la fréquentation des universités américaines renforce cette attitude, le préjugé ethnocentrique est encore plus enraciné!

Dernière manifestation de cet ethnocentrisme: la répugnance de nombreux spécialistes pakistanais des sciences sociales à soumettre à un examen scientifique leurs propres préjugés individuels, de groupe, de classe, régionaux, nationaux et culturels. Les connaissances et les méthodes scientifiques sont fréquemment utilisées pour renforcer cet ethnocentrisme. La chasse aux préjugés ethnocentriques dans les sciences sociales occidentales n'a souvent pour objet que de justifier et de camoufler leur propre ethnocentrisme, chaque type d'ethnocentrisme se nourrissant de l'autre.

Travaillant dans le cadre d'institutions universitaires gérées et financées par le gouvernement, certains spécialistes des sciences sociales optent pour une interprétation commode et probablement fautive de la doctrine de neutralité axiologique, et adoptent les perspectives et les préférences de ceux qui sont au pouvoir, indépendamment de la nature du régime qu'ils imposent à la société et de leur degré de légitimité politique. Cette attitude, dans une certaine mesure, a été étudiée pour l'économie (Ali, 1986, pp. 8-11).

### **La créativité**

La créativité scientifique ne s'épanouit que dans un certain type d'environnement culturel et de structure sociale. Elle semble directement liée à la présence de ce que l'on peut appeler «l'éthos culturel» de la science, c'est-à-dire le scepticisme systématique, la liberté de douter et de ne pas être d'accord, et une évaluation critique et objective du travail scientifique.

Dans certaines parties d'Asie et d'Amérique latine, il semble qu'au cours des vingt dernières années, une certaine effervescence intellectuelle se soit manifestée et la nécessité de la

créativité scientifique imposée. L'apparition de la théorie de la dépendance>> et la recherche participative en constituent autant d'indications. Toutefois, pour l'essentiel, l'imitation et l'émulation n'en continuent pas moins à caractériser les travaux scientifiques dans les pays du Tiers monde. La plupart des membres de la communauté des spécialistes des sciences sociales du Tiers monde se situent encore à la périphérie des centres intellectuels occidentaux. Peu nombreux sont ceux qui considèrent la créativité comme une partie importante de leur rôle, et beaucoup sont souvent victimes de ce qu'Alatas appelle l'asservissement intellectuel >>, et deviennent des <cdétaillants du savoir (1972, p. 14).

À de rares exceptions près, la créativité dans les sciences sociales au Pakistan est effectivement faible, même en économie. De l'avis de Ali, <la contribution originale de l'économiste pakistanais à la discipline a été négligeable.' (1986, p. 1). De nombreux spécialistes pakistanais des sciences sociales se soucient avant tout de recueillir et de compiler des données sans les interpréter de façon créative. Lorsque ces données sont mises en rapport avec une théorie, cette dernière est en général empruntée et utilisée sans aucune évaluation critique. Il est rare que les paradigmes importés de l'Occident soient examinés d'un œil critique, et que d'autres soient proposés pour les remplacer. La discipline qui encourage les débats sur les questions philosophiques fondamentales qui sous-tendent les sciences sociales — la philosophie des sciences sociales — demeure pratiquement inconnue, même de la plupart des enseignants et des chercheurs.

L'absence de créativité et le règne de l'émulation sont également attestés par l'absence de manuels de bonne qualité et l'utilisation sans le

moindre discernement de manuels réalisés dans les pays occidentaux. Non pas que les manuels occidentaux doivent être absolument rejetés: mais un examen préalable de leur applicabilité au contexte pakistanais s'impose absolument. La gestion et l'administration sont probablement les domaines où cette tendance à l'émulation est la plus marquée, et qui sont les plus largement tributaires des manuels occidentaux, en particulier américains. Le consensus semble pratiquement total sur ce sujet. Voici ce qu'observe Ansari à propos de la psychologie: <<La plupart des manuels utilisés dans ce pays sont rédigés aux États-Unis d'Amérique. Aux niveaux inférieurs, des ouvrages d'auteurs locaux sont également disponibles, mais ce sont, dans une large mesure, des traductions de manuels occidentaux. Parfois, même les exemples et les illustrations sont empruntés aux pays occidentaux. Le problème est le même pour une grande partie (mais non la totalité) de la littérature en matière de psychologie appliquée au Pakistan, qui se borne souvent à reproduire des recherches menées en Occident ou, à un niveau plus élevé, à entériner des constructions intellectuelles tirées de la littérature occidentale (1988, pp. 7 et 8).

L'impression que l'on a est que peu de spécialistes pakistanais des sciences sociales considèrent la création de connaissances nouvelles comme une partie essentielle de leur rôle professionnel. Chargés du poids de leurs études universitaires et postuniversitaires en Occident, souvent intimidés par l'abondance des connaissances en sciences sociales acquises pendant leurs années de formation dans ces pays, et fascinés par les techniques de recherche nouvelle et à la mode et les technologies de pointe, la plupart d'entre eux voient leurs facultés créatives et critiques atrophiées et paralysées. Étant donné cette tendance à l'émulation, leurs relations



continuelles avec des groupements professionnels des pays occidentaux, leur participation a des reunions professionnelles dans ces mêmes pays ou par l'intermédiaire de revues professionnelles ainsi que leur desir de publier dans ces mêmes revues, tous ces facteurs qui devraient constituer autant de stimulants de la créativité professionnelle deviennent au contraire des entraves.

### **Spécialisation et integration**

Divers mécanismes font que l'on trouve l'exacte réplique de la spécialisation et du cloisonnement qui caractérisent les sciences sociales dans les pays occidentaux. Chaque discipline se développe separement, qu'il s'agisse de l'enseignement ou de la recherche. L'interdisciplinarite, la multidisciplinarité et la transdisciplinarité, sources de cadres conceptuels theoriques et méthodologiques communs, font totalement défaut. Le recours a différentes disciplines en vue d'élaborer une conception holistique de la société et de la culture pakistanaises et de comprendre les grands problèmes du pays est rare. Aucune evolution vers l'unification des connaissances en sciences sociales n'est sensible. Les recherches interdisciplinaires dont on constate l'existence sont uniquement dues a l'intérêt personnel d'un savant pour d'autres disciplines.

Aucune prise de conscience des limitations qu'implique ce cloisonnement des connaissances en sciences sociales et de ses conséquences ne s'est encore fait jour. C'est l'économie, discipline relativement plus developpee, a forte specialisation et orientation technocratique, qui domine la scene (Ali, 1987, p.2; Khan et Buski, 1988, pp. 1-8), parce qu'elle a été introduite a une date antérieure dans le souscontinent et a bénéficié de l'appui et de l'encouragement de l'Etat: témoin, le fait que 30 % de tous les spécialistes des

sciences sociales travaillant dans le pays sont des économistes, presque tous étant employés par le secteur public.

Ce développement cloisonné et inégal des sciences sociales a entraîné une interpretation boiteuse de la société pakistanaise. En raison, en partie, de la place prépondérante de l'économie du développement, la conception du développement au Pakistan se ramène en général au développement économique, selon une vision étroite de la société. Quelles sont les répercussions sociales, politiques, culturelles et techniques du développement économique? Quels facteurs non économiques facilitent ou limitent le développement économique? Quel est le coût du développement économique mesuré en termes politiques, sociaux et culturels? Comment définir le développement équilibré, uniforme et global d'une société? Autant de questions que les spécialistes pakistanais des sciences sociales ne se sont pas sérieusement posées.

L'adéquation et la pertinence d'indicateurs du développement importés de centres intellectuels occidentaux et d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations-Unies et la Banque mondiale, n'ont jamais été sérieusement examinées. On peut citer, a titre d'exemple, la notion de développement social>> et ses indicateurs qui comprennent, en règle générale, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie, les taux de mortalité infantile, l'existence d'installations médicales modernes, l'accès a l'eau potable, etc. Or, ces indicateurs ne mesurent pas le développement social que définit la théorie du développement. Le véritable développement social se traduit par le degré de coopération sociale ou l'absence de conflit entre les divers groupes, classes et communautés, par

la souplesse des structures sociales qu'expriment la mobilité sociale et l'absence d'obstacles à la progression des groupes faibles et défavorisés, ainsi que par l'apparition de nouveaux groupes et organisations différenciées exécutant des tâches spécialisées.

### **Capacités institutionnelles**

Au moment de sa fondation, le Pakistan comptait seulement deux universités, l'une au Panjab et l'autre au Sind, avec deux départements de sciences sociales (économie et histoire). Il n'y existait qu'une seule institution de recherche, le Punjab Board of Economic Enquiry (Conseil de recherche économique du Panjab). Depuis lors, avec l'appui de l'Etat et une assistance technique et financière extérieure, dont des possibilités de formation en Occident (surtout aux Etats-Unis d'Amérique), les institutions se sont quelque peu développées. En 1983, le pays comptait neuf universités financées par l'Etat, dotées d'une cinquantaine de facultés de sciences sociales, dont 18% étaient spécialisées en économie, 16% en histoire, et 14% en sciences politiques, les 52 % restants se consacrant à la psychologie, aux relations internationales, à la philosophie, à l'action sociale et à l'anthropologie (Ahmed *et al.*, 1983 ?).

Le pays comprend aussi trois universités agricoles qui dispensent une formation de niveau supérieur en économie agricole, en sociologie rurale et dans des matières apparentées. L'Etat a également créé deux instituts de pédagogie et de recherche, l'un à l'Université du Panjab et l'autre à l'Université de Peshawar. Ils encouragent la recherche en pédagogie et décernent des diplômes d'études universitaires supérieures. Un Institut national d'études pakistanaises et un Institut national de psychologie rattachés à l'Université Quaid-i-Azam ont été fondés à Islamabad. En outre,

plusieurs universités ont créé des instituts et centres de recherche en sciences sociales appelés à promouvoir la recherche dans leurs domaines de compétence.

L'Etat utilise également les sciences sociales (et les services des spécialistes en la matière) dans ses diverses activités. Un nombre considérable de ces spécialistes sont employés par la Commission de la planification, le Ministère de la planification et du développement, le Ministère des finances et d'autres ministères nationaux, ainsi que par les conseils de planification et ministères des diverses provinces. Le Secrétariat central comprend un groupe d'économistes qui se compose surtout d'économistes professionnels et de fonctionnaires ayant acquis des diplômes ou des compétences en sciences sociales. Le pays compte aussi un certain nombre d'instituts de recherche financés par l'Etat et indépendants des universités, les plus connus d'entre eux étant l'Institut pakistanais d'économie du développement (à Islamabad) et l'Institut des affaires étrangères (à Karachi).

D'autre part, l'Etat a également fondé un certain nombre d'institutions de formation, telles que le Collège national d'administration, quatre instituts nationaux d'administration publique (un dans chaque province), une Académie du développement rural (à Peshawar) et un Centre national du développement rural (à Islamabad). Il existe également quelques académies et instituts relevant des ministères qui assurent une formation préalable et en cours d'emploi. Ceux-ci sont censés promouvoir la recherche et utiliser les sciences sociales dans leurs cours (pour les détails, voir Siddiqui, 1986). Un Centre de recherche en administration publique a été créé sous l'égide de la Section de l'organisation et des méthodes du Cabinet ministériel à Islamabad.

Un certain nombre d'instituts de formation ont été créés par le secteur privé; le plus connu est l'Institut pakistanais de gestion, à Karachi. Tous ont recours à des notions plus ou moins poussées de sciences sociales dans leurs programmes de formation et de recherche.

La plupart des facultés universitaires et des instituts de formation et de recherche rattachés aux universités axent leurs recherches sur une seule discipline, l'économie venant en tête. Ce n'est que dans les centres d'études régionaux qu'on trouve une orientation interdisciplinaire. Les institutions supérieures de formation des futurs fonctionnaires semblent également comporter une orientation interdisciplinaire, l'économie du développement et l'administration du développement se réservant la part du lion (Siddiqui, *op. cit.*).

Le nombre de revues de sciences sociales a considérablement augmenté. Cinq d'entre elles sont publiées par des facultés universitaires, quelques-unes par des instituts de recherche financés par l'Etat, la plus connue d'entre elles (tant sur le plan national que sur le plan international) étant la *Pakistan Development Review*. Les principales institutions de recherche et de formation financées par l'Etat mentionnées ci-dessus publient également des revues trimestrielles où figurent des articles dont les auteurs utilisent les méthodes des sciences sociales avec une rigueur plus ou moins grande. À de rares exceptions près, ces revues sont de qualité inégale et médiocre, et paraissent irrégulièrement.

À la fin de 1983, le pays comptait 15 644 spécialistes des sciences sociales (titulaires soit d'un doctorat, soit d'une maîtrise de philosophie, de sciences ou de lettres) employés tant dans le secteur public que dans le

secteur privé. 30% d'entre eux étaient des économistes, 9% des spécialistes des sciences politiques, 11 % des historiens et 11 % des pédagogues. La plupart d'entre eux travaillaient dans le secteur public (97 %) et étaient de sexe masculin (85 %). Les spécialistes employés par le secteur public l'étaient surtout par l'administration centrale (41,3 %), les autres (58,7%) travaillant pour les administrations provinciales, le pourcentage le plus élevé étant employé par l'administration du Pendjab, et le pourcentage le plus faible par l'administration du Baluchistan.

Pour ce qui est des qualifications professionnelles, les spécialistes des sciences sociales (pris avec d'autres spécialistes qui ne peuvent pas être inclus *stricto sensu* dans cette catégorie, tels que les experts comptables) se répartissent comme suit: 1 % de titulaires d'un doctorat, 1 % titulaires d'une maîtrise de philosophie, tous les autres étant titulaires d'une maîtrise de lettres ou de son équivalent. Si l'on applique une définition plus restreinte des sciences sociales, on ne recense que cent huit titulaires d'un doctorat, soit un pourcentage très réduit de tous les spécialistes des sciences sociales travaillant dans ces domaines.

Il est difficile de tirer des conclusions fermes d'une comparaison entre la capacité institutionnelle du pays et celle d'autres pays d'Asie du Sud. Par rapport à l'Inde, la capacité institutionnelle du Pakistan est, bien évidemment, plutôt faible, ce qui s'explique, en partie, par le fait qu'à l'époque de sa fondation, le Pakistan disposait d'un nombre plus limité d'universités et de facultés des sciences sociales. Le Bangladesh et Sri Lanka disposent d'une capacité à peu près équivalente à celle du Pakistan, légèrement supérieure dans le cas de Sri Lanka, le Pakistan en revanche se détache nettement des autres pays de l'Asie du Sud, comme le Nepal et les

Maldives qu'il devance d'ailleurs largement pour le développement, comme le revenu par habitant, le PNB, le taux d'alphabétisation, etc.

Le développement des institutions de sciences sociales au Pakistan présente deux caractéristiques. Tout d'abord la courbe de la progression des diverses disciplines fait apparaître des écarts considérables, l'économie se situant au sommet, l'anthropologie tout en bas et les autres matières étant éparpillées sur cette courbe. Cet écart est également manifeste dans la répartition, entre les diverses disciplines, du total des spécialistes des sciences sociales employés dans le pays.

Deuxième caractéristique: c'est le secteur public qui est à l'origine de ce développement et qui en bénéficie. Presque toutes les universités enseignant les sciences sociales ont été créées par l'État, et en dépendent administrativement et financièrement, et les rares institutions de recherche financées par le secteur privé sont trop petites pour exercer une influence sur le développement des sciences sociales. Il s'agit, en général, d'organisations de faible ampleur qui survivent grâce à des contrats passés avec des institutions nationales ou internationales.

### **L'utilité des sciences sociales**

Depuis les années soixante-dix, on met de plus en plus l'accent sur l'utilité et la pertinence des connaissances en sciences sociales, en particulier dans les pays du Tiers monde. Le positivisme, incarnation de la neutralité axiologique, a été contesté, et les spécialistes des sciences sociales sont de plus en plus contraints de s'interroger sur le but ultime des connaissances qu'ils acquièrent. Mais la réponse à cette question n'est pas simple, même si l'on part du principe que les connaissances scientifiques devraient être socialement utiles, car alors se

pose inévitablement la question suivante: utile à qui et pour servir les intérêts de quel groupe?

Ce problème peut être analysé en fonction de deux optiques. La première conçoit l'ordre social comme fondamentalement harmonieux de par sa nature même, de par l'existence d'un ordre normatif qui réprime les conflits, ou du fait d'une «main invisible qui rétablit l'harmonie, même lorsque les actions individuelles sont en conflit. Selon ce point de vue, les intérêts ultimes des dirigeants et des dirigés, de la classe dominante et de la classe subordonnée, des privilégiés et des défavorisés finissent par converger et s'harmoniser, même s'ils s'opposent à court terme. Dans cette hypothèse, l'utilité sociale des connaissances en sciences sociales se définit en termes simples: ces connaissances devraient être utiles à la société dans son ensemble et servir ses intérêts communs et collectifs.

La deuxième optique conçoit l'ordre social comme fondamentalement caractérisé par la disharmonie et les conflits réfrénés par l'usage de la force ou par les manipulations idéologiques pratiquées par les groupes dominants et les dirigeants. Selon cette hypothèse, les intérêts des dirigeants et des dirigés, des puissants et des faibles, des privilégiés et des défavorisés sont fondamentalement incompatibles, et les connaissances en sciences sociales ne sauraient servir à la fois les uns et les autres.

La plupart des dirigeants des pays du Tiers monde, optant pour la première hypothèse (celle de l'harmonie), soutiennent que les spécialistes des sciences tant exactes que sociales devraient produire des connaissances contribuant à résoudre les problèmes les plus aigus du sous-développement. Implicitement, cet argument sert également à promouvoir

ce qu'on appelle la <<recherche appliquée >>, ou la <recherche sur les politiques >>, au détriment parfois de la <recherche fondamentale> que, selon ce point de vue, seules les sociétés riches ont les moyens de s'offrir et au profit de laquelle les pays pauvres ne devraient pas gaspiller leurs maigres ressources. Par conséquent, les spécialistes des sciences sociales des pays pauvres sont encouragés à importer et à <<adapter>> les connaissances produites à l'étranger, et à les appliquer pour comprendre et résoudre les problèmes locaux.

Cette conception de l'utilité des versions importées ou adaptées des sciences sociales occidentales est en général partagée par de nombreuses organisations internationales — à l'exception peut-être de l'Unesco —, par les organismes d'aide et les spécialistes des sciences sociales qui travaillent en liaison avec eux. Pour faciliter ce processus d'importation ou d'adaptation des sciences sociales, un nombre important de futurs spécialistes reçoivent leur formation dans des universités étrangères, et de nombreux experts en pédagogie viennent sur place pour lancer des universités et des facultés, ainsi que pour enseigner et servir de conseillers auprès des universités et des organismes gouvernementaux.

L'utilité des connaissances en sciences sociales importées et leur adoption par les pays du Tiers monde comportent de graves limitations, notamment: a) les limitations de l'application aux conditions locales des théories du changement social; b) les limites des théories du développement importées pour ce qui est d'accélérer un développement équitable et équilibré.

### **Les limitations des théories du changement social**

Depuis son apparition, la société pakistanaise (comme de nombreuses autres sociétés du Tiers monde) évolue à certains égards et conserve sa structure traditionnelle à d'autres. Ce mélange de transformation et de traditionalisme a entraîné de graves troubles et tensions intérieurs. Les forces à l'origine de ces troubles sont à la fois intérieures et extérieures. Les théories du changement social mises au point en Occident ne réussissent pas, en général, à éclairer le processus de changement en raison de certaines limites qui leur sont inhérentes. Tout d'abord, à cause de la division et du cloisonnement des sciences sociales, et par voie de conséquence, de leur intérêt pour les changements mineurs de la société, elles n'ont pas réussi à présenter une vision globale de la dynamique du changement et de la stabilité, en rattachant les changements survenus au niveau le plus bas de l'organisation sociale au niveau le plus élevé ou en reliant entre eux les changements qui se produisent dans les divers éléments de l'ordre social. Elles n'expliquent pas non plus comment les forces intérieures et extérieures impriment une certaine orientation au changement et à la persistance de l'ordre traditionnel. Deuxièmement, les grandes théories du changement, dont certaines sont coulées dans le moule de l'évolutionnisme, se concentrent sur un stade donné du développement des civilisations, de façon à les faire cadrer avec leur théorie évolutionniste (Voir Parsons, 1949). Elles omettent en général de définir les mécanismes et les forces à l'origine de la dynamique du changement et de la stabilité, et ne peuvent par conséquent fournir les leviers d'une intervention efficace et souhaitable dans la société et l'histoire. Ces théories sont, en général, entachées de conservatisme, comme par exemple le fonctionnalisme structurel; elles posent fréquemment l'hypothèse d'une loi d'inertie sociale, suivant laquelle les tendances

homéostatiques et autorégulatrices inhérentes à la société rétablissent l'équilibre d'un système. Ainsi biaisées, elles ne peuvent appréhender les troubles révolutionnaires et les transformations structurelles importantes auxquelles les sociétés du Tiers monde sont exposées. Finalement, comme ces théories découlent de l'expérience particulière des sociétés occidentales et de leurs relations coloniales avec le monde non occidental, elles manquent d'universalité et ne sont guère applicables au monde non occidental.

### **Les limitations des théories du développement**

Pendant les deux cents dernières années, depuis la Révolution française et la révolution industrielle en Grande-Bretagne, l'homme a consciemment assumé le rôle d'agent actif intervenant dans l'histoire et dans l'ordre social pour restructurer ce dernier conformément à une vision ou à un système de valeurs privilégiées. Ce processus a en général reçu le nom de développement '>. L'adhésion à celui-ci s'est trouvée renforcée par la révolution russe et par le succès qu'elle a remporté en transformant une société relativement arriérée en une société très avancée sur les plans industriel et technologique. Le succès du Plan Marshall en Europe, à son tour, a contribué à affermir la croyance en l'efficacité de l'intervention humaine. À la suite de ces événements, le <<développement>> est devenu le mot d'ordre universel, valable aussi bien dans les pays décolonisés, pressés de rattraper le monde industrialisé, que dans ce dernier anxieux, semble-t-il, de faire en sorte que le monde décolonisé adopte ses propres conceptions et modes de développement. En fait, le concept de développement occupe, depuis la Deuxième Guerre mondiale, une place si centrale dans la pensée sociale et l'action politique qu'on pourrait

baptiser cette période "l'ère du développement '>.

Les sciences sociales ont fait leur apparition au moment (ou à la suite) des deux grandes révolutions mentionnées ci-dessus, et leurs orientations théoriques ainsi que leurs positions idéologiques ont été façonnées par ces révolutions (Burke III, 1984, p. 681). Depuis la Deuxième Guerre mondiale, elles ont pris une part active à la conceptualisation du développement, en déterminant les stratégies susceptibles de le mener à bien, en particulier aux États-Unis d'Amérique. Il n'est quasiment pas de branche traditionnelle des sciences sociales qui n'ait donné naissance à une subdivision axée sur le développement, et nous avons ainsi une économie du développement, une politique du développement, une administration du développement, etc. La plupart des pays du Tiers monde ont fait leur place privilégiée réservée au développement dans les sciences sociales anglo-américaines (et, en particulier, en Amérique); divers facteurs ont joué dans ce sens: contacts coloniaux tout d'abord, programmes d'assistance technique ensuite, diffusion de la littérature sur le développement produite aux États-Unis d'Amérique, et enfin dépendance intellectuelle des communautés naissantes de spécialistes des pays du Tiers monde à l'égard des spécialistes américains des sciences sociales. Ce transfert des sciences sociales axées sur le développement s'est donc effectué très rapidement dans la mesure où les pays organisateurs et les pays récepteurs le considéraient les uns et les autres comme essentiel à leurs intérêts. Au Pakistan, ce transfert s'est produit sur une grande échelle, et à l'heure actuelle, la tradition américaine des sciences sociales, en particulier...son insistance sur le développement, est bien implantée dans l'ensemble du pays.

Ce phénomène a entraîné des conséquences importantes pour les sciences sociales axées sur le développement et la formulation des politiques. Tout d'abord, la théorie de la <<modernisation>> a été importée quasiment sans réserves et traduite en politiques sans évaluation préalable de sa pertinence. Cette théorie suggérait un diagnostic du sous-développement et prescrivait plusieurs mesures inspirées par les intérêts de politique étrangère de son pays d'origine. Tout d'abord, elle surestimait le rôle des obstacles à la modernisation inhérents aux sociétés sous-développées elles-mêmes, et négligeait les obstacles structurels imposés par le système international. Ainsi justifiait-elle l'importation ou le transfert des technologies, de l'« idéologie » et des aides financières occidentales dans le Tiers monde, ainsi que l'intégration de ce dernier dans le système capitaliste mondial. Au Pakistan, l'application de cette stratégie a été favorisée par la classe industrielle naissante — dont elle servait les intérêts — et par le régime bureaucratomilitaire et épris de modernisation de Ayub Khan, qui était fermement allié à l'Occident. Elle a également bénéficié du soutien intellectuel et des recommandations du Groupe consultatif de Harvard, ainsi que de celui d'économistes professionnels et notamment du Ministre de l'économie d'alors du Pakistan, qui s'est prononcé en sa faveur, avec, pour reprendre ses propres termes, une conviction et une exubérance juvéniles'> (Haq Mahbub, 1975, p. 1). Le résultat de cette stratégie a été un développement économique déséquilibré, entraînant la concentration de la richesse dans un petit nombre de mains, concentration dont témoigne la thèse des <<vingt-deux familles>> (*ibid.*, pp. 5-6), et qui a indirectement contribué à la désintégration du pays.

Une troisième caractéristique importante de cette théorie est qu'elle préconisait le renforcement de l'élite au

pouvoir, appelé à orienter le développement de la société sur des bases rationnelles>> et <<méthodiques >', et à réglementer ou contrôler la participation des masses à la politique. Un nombre considérable de spécialistes américains des sciences politiques ont analysé l'évolution politique du Pakistan de ce point de vue, et ont soit prescrit, soit appuyé une modernisation dirigée par l'élite (Waseem, 1986, pp. 39-40). Cette approche ne pouvait pas, évidemment, générer les connaissances nécessaires pour édifier une démocratie participative au Pakistan: bien au contraire, elle fournissait une légitimation idéologique et des béquilles intellectuelles à la bureaucratie militariste au pouvoir au Pakistan, qui n'avait pas de véritable légitimité.

L'élite au pouvoir se plaint en général que la plupart des travaux de recherche sont sans rapport avec la politique gouvernementale, et sont par conséquent inutilisables; que les conclusions de micro-études morcelées ne peuvent pas servir de base à une politique nationale générale; que les recherches sont par trop théoriques et techniques; que leurs résultats arrivent toujours trop tard; et qu'enfin, les chercheurs ne sont pas conscients des contraintes imposées aux dirigeants et leur adressent des recommandations qui ne peuvent pas être appliquées dans le cadre politique établi. Ces plaintes ne sont pas propres au Pakistan. Comme Atal l'a indiqué, de nombreux dirigeants d'autres pays d'Asie les formulent également (Atal, 1983, p. 405).

Les spécialistes pakistanais des sciences sociales, de leur côté, ne manquent pas de griefs. Certains d'entre eux font valoir que les dirigeants ignorent en général ce qui se fait dans un domaine donné, et n'utilisent par conséquent pas les recherches pertinentes. Ils ont tendance à formuler des politiques en se basant sur d'autres considérations que les données fournies

par les sciences sociales. Le fossé qui sépare les dirigeants des spécialistes des sciences sociales résulte, dans certains cas, d'un préjugé anti-intellectuel et, dans d'autres, de la conviction de *in part* des dirigeants qu'ils en savent d'ores et déjà plus que les spécialistes des sciences sociales, en raison soit des <<connaissances pratiques>> qu'ils ont acquises pendant leur carrière, soit de leur compétence et polyvalence intellectuelles supérieures. Finalement, les spécialistes des sciences sociales se plaignent de n'être ni associés à l'examen des grandes questions de politique nationale, ni consultés à ce sujet ou, lorsqu'ils y sont associés, de ne pas voir leurs jugements suffisamment pris en considération. Si l'on part de la deuxième hypothèse, celle du caractère disharmonieux et conflictuel de l'ordre social et de l'incompatibilité des intérêts de l'élite au pouvoir et du peuple, l'utilité des sciences sociales acquiert un sens différent. Les connaissances en sciences sociales élaborées dans des institutions de recherche contrôlées par l'Etat s'inspirent des perspectives ou des visions du monde qui sont celles de l'élite au pouvoir. Ces connaissances sont ensuite injectées dans la société grâce au système éducatif. Au Pakistan, où l'enseignement supérieur est le domaine réservé de la classe privilégiée, les connaissances en sciences sociales dispensées par le biais de l'enseignement ont pour effet, en inculquant une culture politique et intellectuelle unique, d'intégrer les classes instruites à l'élite au pouvoir et d'assurer leur étroite cohésion. La capacité de l'élite au pouvoir de gouverner efficacement, de maintenir le statu quo et de réprimer avec succès les élans de transformation de la société découlant de sa dynamique interne, s'en trouve accrue. Par conséquent, les connaissances en sciences sociales ne servent pas à promouvoir le développement à long terme de la

société mais ont tendance, au contraire, à la fossiliser.

Etant donné que le taux d'alphabétisation au Pakistan est faible et l'enseignement supérieur inaccessible à l'homme de la rue, le corpus de connaissances en sciences sociales dégagées dans le pays ne se répercute pas à son niveau. De plus, ces connaissances sont rédigées dans une langue technique qui les rend inintelligibles à la masse de la population. De toute façon, comme elles reflètent la vision du monde de la classe au pouvoir et défendent ses intérêts, l'utilité de ces connaissances pour l'homme de la rue ne serait pas très élevée, même si elles étaient mises à sa portée. Elles ne l'aideraient pas à acquérir les notions de sciences sociales qui lui permettraient de comprendre les forces qui façonnent sa conscience sociale, pas plus qu'elles ne lui apporteraient le savoir, les stratégies organisationnelles et les compétences nécessaires pour qu'il puisse se libérer de l'ordre social actuel. Ces connaissances ne présentent même pas l'utilité limitée qui serait de l'aider à comprendre des problèmes plus concrets et précis.

L'une des manières de remédier à ce peu - d'utilité et la pertinence sociales des connaissances importées est de promouvoir ce qu'on appelle en général <<l'indigénisation>> des sciences sociales. Atal a dégagé plusieurs sens de ce concept, notamment la nécessité d'utiliser les langues nationales dans l'enseignement et la recherche, celle de renoncer aux consultants étrangers et d'avoir davantage recours aux services d'experts nationaux, celle enfin de définir une nouvelle orientation fondamentale et méthodologique, laquelle suppose une prise de conscience de soi et le rejet d'une conscience d'emprunt [...] d'autres perspectives sur les sociétés humaines



[...] l'accent sur les particularismes historiques et culturels [...] >>, et le rejet du faux universalisme >> mais aussi << du faux nationalisme >> et du << narcissisme >> (Atal, 1981, p. 213). Kumar distingue trois éléments ou types d'indigénisation: structurelle, fondamentale et théorique. La première, selon lui, consiste à édifier une capacité institutionnelle, la deuxième à réorienter la recherche sur la société qui est la sienne, et la troisième à faire participer les spécialistes des sciences sociales du pays à l'élaboration de cadres conceptuels et de métathéories reflétant leur vision du monde, leur vécu socioculturel ainsi que leurs objectifs tels qu'ils les perçoivent (Kumar, 1979, pp. 104- 105). Tout en jugeant l'indigénisation souhaitable pour le développement de sciences sociales répondant aux besoins particuliers d'une société donnée, Atal et Kumar soutiennent tous les deux qu'elle ne devrait pas faire obstacle à la coopération transnationale dans la recherche et à l'universalisation des sciences sociales.

La plupart des spécialistes pakistanais des sciences sociales sont restés indifférents aux grandes questions que pose l'indigénisation. Toutefois, l'affirmation dans le monde musulman des mouvements revivalistes, l'appui financier de certains pays du Moyen-Orient et l'introduction de l'« islamisation » ont amené un certain nombre d'entre eux, les économistes islamiques en tête, à tenter d'« islamiser » les sciences sociales. Un anthropologue pakistanais a aujourd'hui rejoint leurs rangs (Ahmed, 1984, 1987). De sérieuses divergences existent toutefois entre les économistes islamiques conservateurs et leurs homologues radicaux, tels Naqvi et ses associés qui, tout en rejetant le socialisme, proposent un programme économique qui rejette pratiquement l'accumulation de la richesse et le profit (Naqvi *et al.*, 1980). Les divergences

entre économistes islamiques et anthropologues islamiques sont encore plus accentuées, qu'il s'agisse des méthodes ou des conceptions. Alors que les économistes islamiques sont totalement normatifs, les anthropologues continuent à prôner le détachement positiviste, en restant attachés au concept de sciences sociales universelles ou tout au moins à une anthropologie universelle, comme le passage cité ci-dessus le suggère. D'après celui-ci, l'anthropologie islamique se définit comme suit.

C'est l'étude de groupes musulmans par des savants pleinement attachés aux principes universitaires de l'Islam (humanité, savoir, tolérance), reliant les micro-études au niveau des tribus et des villages, en particulier, aux grandes perspectives historiques et idéologiques de l'Islam. L'Islam n'est pas ici à prendre au sens de théologie mais de sociologie. Cette définition n'exclut pas les non-musulmans (Ahmed, 1987, p. 56).

Ces quatre éléments se retrouvent dans l'anthropologie pratiquée dans les pays occidentaux, ce qui amène naturellement à se poser la question suivante: en quoi l'anthropologie islamique se distingue-t-elle de l'autre? Poussés par leur authentique foi religieuse, les savants favorables à l'islamisation des connaissances ont élaboré un nombre considérable d'ouvrages, mais n'ont pas encore résolu quelquesuns des dilemmes fondamentaux auxquels se heurte quiconque s'efforce de nationaliser les sciences sociales ou de les développer sur des bases sectaires. Le dilemme essentiel semble être l'incompatibilité apparente des conceptions scientifiques et religieuses, les secondes reposent sur une foi aveugle dans les écritures, et la première sur la remise en question des dogmes et des croyances. Cette incompatibilité n'oppose pas seulement

les tenants de l'islamisation et ceux qui conçoivent la science en termes classiques; elle suscite également des remous dans les rangs des revivalistes eux-mêmes, dont certains soutiennent que mêler la religion et la science constitue un exercice vain et nuisible à l'une comme à l'autre.

Si, par islamisation des connaissances, on veut simplement dire que les sciences devraient se fixer un but moral plus élevé, renoncer à leur amoralisme et être guidées par des considérations morales universelles, il n'y a guère là matière à problèmes intellectuels graves. Mais si l'on entend par là que chaque communauté religieuse et chaque nation devraient avoir des sciences sociales distinctes, on court, bien évidemment, à l'anarchie intellectuelle et à une situation s'opposant sérieusement à la réalisation de l'universalité. Ansari, un psychologue pakistanais, a replacé le problème dans une perspective très juste.

Il existe une tendance à mettre au point de nouveaux concepts reposant sur la pensée musulmane traditionnelle en vue de remplacer les concepts importés de l'Occident ou de les compléter. Cette tendance devait être favorablement accueillie et appuyée, dans la mesure où elle est nécessaire pour mettre fin à la situation actuelle d'emprunt systématique de nos connaissances à l'étranger. Toutefois, les connaissances ne peuvent pas être divisées par des frontières géographiques et religieuses. La véritable indigénisation suppose la liberté, la prise de conscience de soi et le développement de la capacité d'appréhender et d'évaluer différents modèles possibles. Par conséquent, l'état actuel ne devrait pas être confondu avec l'esprit de clocher ou le mouvement revivaliste (Ansari, 1988, p. 8).

## **Les causes du retard des sciences sociales: une interprétation**

Nous abordons maintenant la question cruciale: quelles sont les conditions propres au milieu qui influent sur le développement des sciences sociales?

En l'examinant, on se heurte immédiatement à un grave problème. Si la sociologie des sciences et de la connaissance (qui est d'origine allemande) a traité la question pour les sciences exactes et naturelles, elle ne s'est, par contre, que peu intéressée aux conditions influant sur le développement des sciences sociales, et guère de recherches théoriques ou empiriques.

Quelles sont les raisons expliquant cette insuffisance de la sociologie des sciences sociales? Depuis longtemps, les spécialistes des sciences sociales (et en particulier les sociologues) se sont attachés à repérer les conditions sociales (structurelles et culturelles) qui permettent de comprendre ou d'expliquer un phénomène particulier, dans une large mesure extérieure à eux et à leur communauté professionnelle. Mais ils ont relativement négligé les questions les concernant eux-mêmes: par exemple, quelles sont les conditions sociales, culturelles, politiques et économiques qui entravent ou facilitent l'apparition et le développement des sciences sociales? Cette omission pourrait être délibérée à un niveau conscient ou inconscient. Les spécialistes des sciences sociales pourraient redouter qu'une analyse faisant apparaître que leur science résulte de conditions socio-économiques et milieux particuliers, de l'origine sociale et de la situation sociale des spécialistes, ainsi que de l'attitude et des valeurs personnelles de ceux-ci, ne se solde par l'effondrement du mythe tant chéri qui veut que les scientifiques soient des chercheurs de la vérité et observateurs de la réalité objectifs et désintéressés et que, en dehors de leurs

délégations personnelles et professionnelles, rien n'influe sur leur travail.

En l'absence d'une sociologie structurée des sciences sociales, on est réduit à avoir recours à la sociologie des sciences exactes et naturelles, en partant du principe que ces deux groupes de sciences peuvent être assimilés en ce qui concerne du moins leur approche sinon leur substance. Toutefois, cette hypothèse devrait être formulée avec précaution, les débats auxquels elle donne lieu indiquent que tout le monde est loin d'être d'accord sur ce point.

La sociologie de la science et de la connaissance occidentale (et en particulier allemande), influencée par les idées de Marx, Weber et Mannheim, a mis en question la conception cartésienne traditionnelle de l'observateur scientifique «solitaire réfléchissant sur la réalité sociale, à la manière d'un astronome contemplant une étoile éloignée. En outre, elle a soulevé d'importantes questions sur les conditions les plus favorables à l'apparition et au développement de la science. La thèse weberienne concernant les rapports entre l'éthique protestante et le capitalisme a fixé le ton et l'orientation d'une réflexion qui a ensuite été poursuivie par Merton dans les années trente. Une des principales conclusions de cette réflexion est que le développement des sciences nécessite un certain système de valeurs que Merton a baptisé l'«ethos culturel». Les éléments les plus importants de cet ethos sont «le scepticisme organisé, le désintéressement, l'universalisme et le communisme» (Merton, 1957, pp. 550-554). Étant donné que cet ethos culturel était probablement favorisé par l'éthique protestante et par les régimes démocratiques libéraux, il était naturel que les grandes découvertes scientifiques se produisent en Occident.

La conception marxiste de la production du savoir le replace dans le cadre des rapports de production, cette dernière exerçant une influence sur le savoir. Marx, toutefois, accorde une plus grande autonomie aux sciences exactes et naturelles qu'aux idées sur le monde social qui, pour lui, faisaient partie de la superstructure jouant le rôle d'une idéologie ». Par contre, il attribue expressément un statut scientifique à ses propres théories du matérialisme historique et du socialisme scientifique (Barber, 1959; Merton, 1957, pp. 468-469) bien qu'elles aient été élaborées dans le cadre alors établi des rapports capitalistes de production, incohérence que Marx ne semble jamais avoir résolue.

À la lumière des critiques considérables qu'elle a suscitées, la thèse de Weber telle qu'elle avait été élaborée par Merton (1957, pp. 532-627) a été reformulée et considérablement élargie. Barber l'a résumée de la manière suivante: «Le prix très élevé que le monde moderne attache à la rationalité par opposition au traditionalisme, aux activités de ce monde par opposition à celles de l'autre monde, au libéralisme par opposition à l'autoritarisme, à l'effort actif par opposition à la passivité, à l'égalité par opposition à l'inégalité, toutes ces valeurs appuient le développement des diverses composantes de la science. Cet appui est parfois direct, comme dans le cas de la valeur de la rationalité et des intérêts séculiers, valeurs qui sont tout particulièrement puissantes lorsqu'elles se conjuguent, comme c'est le cas dans le monde moderne. Le libéralisme est essentiel pour les franchises universitaires qui constituent l'une des fondations importantes du progrès scientifique. Parfois, l'appui fourni par ces valeurs se présente sous une forme indirecte, comme lorsque l'égalité élève le niveau de mobilité sociale et contribue ainsi à une meilleure sélection des talents

appelés à jouer des rôles scientifiques.>> (Barber, 1959, p. 94.)

Bien évidemment, de même que la thèse originelle de Weber, cette version élargie comporte, elle aussi, son envers: les sociétés qui ne possèdent pas le système de valeurs décrit cidessus ne pouvaient pas et ne peuvent toujours pas susciter le développement de la science moderne. Mais cette affirmation n'a pas été vérifiée. Si elle s'avérait valide, elle aurait des repercussions évidentes pour le développement des sciences sociales dans le Tiers monde.

### **La religion et les sciences sociales**

Le rôle de la religion en tant que facteur contribuant à promouvoir ou au contraire à freiner le développement de la science a fait l'objet de nombreux débats. Selon la division de la pensée, par Comte, en trois catégories (religieuse, métaphysique et positiviste), la pensée religieuse et la pensée métaphysique correspondaient à des stades préscientifiques de l'évolution qui, toujours selon lui, seraient dépassés par la pénétration de la pensée sociale par les conceptions positivistes. L'histoire des sciences exactes et naturelles témoigne d'un long combat entre la science et les autorités religieuses, qui ne s'est apaisé qu'au <sup>xx</sup>e siècle, lorsque les leviers du pouvoir ont été confiés aux institutions politiques et économiques (Merton, 1958).

On pourrait obtenir que ces conflits étaient propres à l'histoire occidentale, en raison de son caractère particulier et de l'organisation fortement hiérarchisée du clergé, en particulier du clergé catholique, et que, par conséquent, cette thèse ne doit pas être étendue à toutes les religions, indépendamment de leurs dogmes et de leur organisation. Toutefois, les tenants de cette conception n'ont pas encore démontré pourquoi la science, sous sa

forme contemporaine, ne s'est pas développée dans des sociétés comportant d'autres traditions religieuses. Si, comme us le diront, celles-ci, prêtes à appuyer ce développement, ne lui étaient du moins pas hostiles. De plus, l'absence de conflit entre la Science et la religion ne suffit pas par lui-même à prouver que l'éventualité d'un tel conflit n'existe pas, comme en témoigne l'opposition dogmatique des autorités religieuses et des savants de sociétés dotées de traditions religieuses différentes à certaines théories de la Science moderne élaborée en Occident.

En outre, le conflit entre la Science et la religion ne pourrait s'être cristallisé dans des sociétés non occidentales que s'il avait surgi des théories scientifiques importantes contestant les principes fondamentaux de la pensée religieuse, comme c'est le cas en Occident. Ces théories scientifiques n'y ayant jamais fait leur apparition, la simple absence de conflit ne saurait indiquer que les traditions religieuses non chrétiennes sont favorables à la science.

Étant donné que les relations entre la religion et les sciences sociales n'ont pas encore été étudiées d'une manière vraiment systématique, il serait par trop dogmatique de poser en principe leur antagonisme en arguant du conflit qui a opposé les sciences exactes et naturelles à la religion dans l'histoire occidentale. Toutefois, il existe certaines sources potentielles de conflits entre ces deux catégories. C'est, tout d'abord, l'institutionnalisation du <<scepticisme organisé>> qui veut que les scientifiques, en tant que communauté professionnelle organisée, aient tendance à mettre en doute toute affirmation, à moins qu'il n'y ait suffisamment de preuves pour y adhérer, alors que les autorités religieuses, d'autre part, ont tendance à exiger une adhésion totale à une

certaine conception de la société, de même qu'à des croyances et institutions de base.

Une deuxième source de conflit potentiel est la conviction, partagée par la plupart des spécialistes des sciences sociales, que les phénomènes sociaux sont prévisibles (ou du moins analysables) et se prêtent, par conséquent, à l'intervention et à la manipulation (Wallerstein, 1984, p. 174); que les événements sociaux ne se produisent pas au hasard et sans cause, et que l'univers social comporte des mécanismes réguliers et uniformes, et que, par conséquent, les phénomènes ou événements sociaux ne sont pas déterminés ou réglementés de façon naturelle. On a, bien évidemment, contesté ces postulats en faisant valoir que la prévisibilité, la détermination et l'instabilité qui peuvent caractériser les phénomènes naturels ne se rencontrent pas dans le domaine des phénomènes humains, étant donné que la prise de conscience, la volonté, le choix et la liberté s'y manifestent (Schumacher, 1978, pp. 31-35). L'hypothèse selon laquelle les relations de cause à effet se limitent aux facteurs matériels et sociaux va également à l'encontre de la croyance ancestrale partagée, il y a peu encore, par l'ensemble de l'humanité (*ibid.*, p. 35).

L'ensemble des spécialistes des sciences sociales occidentaux travaillent depuis deux siècles à partir du système d'hypothèse mentionné ci-dessus, et toute recherche en sciences sociales découlant de celles-ci risque fort de provoquer un conflit avec les autorités religieuses. L'absence de conflits déclarés ne démontre pas leur inexistence à l'état latent, vu que la pression de valeurs intériorisées et la peur de l'ostracisme et de l'excommunication pour anticonformisme peuvent contraindre les esprits peu hardis à limiter leurs recherches en sciences sociales à des

domaines compatibles avec les croyances religieuses établies.

Le degré de conflit entre les recherches en sciences sociales et la religion ne devrait pas être considéré comme constant pour toutes les religions. Il semble varier en fonction des caractéristiques des différentes religions, en fonction du traditionalisme (ou dogmatisme) de leur système de croyances et de la portée de leurs prescriptions, stipulations et interdits ainsi que leur structure organisationnelle.

Au Pakistan, l'éventualité de conflits entre les sciences sociales établies et les autorités religieuses semble à certains égards forte et à d'autres faible. Certaines personnalités religieuses soutiennent que l'Islam est un système total>> régissant tous les aspects de la vie et contrôlant, de ce fait, l'ensemble de la conduite des individus et des institutions. On constate également le développement d'une tendance à restructurer la société sur des bases religieuses, processus qui porte le nom d'« islamisation ». Troisièmement, les autorités politiques ont recours à des sanctions et à la pression sociale contre ce qu'elles considèrent comme une hérésie. Tout ceci semble indiquer qu'il existe d'importants risques de conflits entre les sciences sociales et les forces religieuses. Inversement, on peut dire que les probabilités d'un conflit de ce genre sont faibles, en raison de l'absence d'une centralisation des autorités religieuses rappelant celle du clergé catholique. Mais cette circonstance atténuante est contrebalancée par l'existence de branches politiques militantes des mouvements religieux et revivalistes qui s'arrogent le rôle de chiens de garde de l'orthodoxie, et utilisent divers moyens de pression pour lutter contre l'hérésie >>.

Les sciences sociales modernes reposant sur les postulats définis plus haut ne constituent qu'une seule des approches possibles de l'étude de l'homme et de la société. Elles n'excluent pas nécessairement d'autres types de sciences sociales et humaines reposant sur d'autres postulats concernant les phénomènes sociaux, qui ne soient pas nécessairement contraires à la religion ou qui puissent même en découler.

D'importants efforts sont en fait en cours au Pakistan et dans d'autres pays musulmans pour édifier des sciences sociales différentes, en ayant recours à ce que l'on appelle l'islamisation du savoir >>. Mais avant d'entamer un débat sur la viabilité de ce mouvement, il faut s'assurer que ce débat pourra être organisé dans une atmosphère garantissant la pleine liberté des savants de s'exprimer et le droit de douter et de différer d'opinion.

### **L'Etat et les sciences sociales**

Merton a suggéré que, compte tenu de son ethos culturel, la science s'épanouit dans des <<structures libérales>> où elle ne rencontre qu'une faible opposition, plutôt que dans des systèmes centralisés et totalitaires et des dictatures où la liberté d'enquête et d'expression est faible et le droit à la divergence d'opinion sur des questions importantes considérablement réduit. Cette thèse s'applique probablement aussi bien aux sciences sociales exactes et naturelles qu'aux sciences sociales. Les sciences sociales se sont développées au XIXe siècle, époque où les structures étatiques permettaient un certain degré d'autonomie. Elles ont continué à se développer, tout au moins en termes quantitatifs, en Amérique et en Europe, sous des régimes libéraux et pluralistes, mais ont régressé, au contraire, sous les régimes fascistes, et se heurtent à des contraintes dans les pays socialistes où la communauté

scientifique a été absorbée par la bureaucratie dominante.

Galtung a affiné la thèse de Merton. Il s'est efforcé d'établir des corrélations entre les différents éléments des sciences sociales et les types de régimes politiques. Les régimes répressifs ne redoutent ni les théoriciens purs ni les collecteurs de données. Ce que les régimes répressifs craignent, ce serait un chercheur capable à la fois de recueillir des données et de leur conférer un sens dans la perspective d'une théorie, ou d'élaborer une théorie et de s'efforcer de la vérifier au moyen de certaines données>> (Galtung, 1981, p. 845).

L'une et l'autre thèses impliquent que les connaissances en sciences sociales constituent une source de pouvoir et que les autorités politiques ne sauraient y rester indifférentes. Ces connaissances peuvent servir à légitimer leur pouvoir, à le renforcer et à donner une apparence scientifique aux politiques qu'ils appliquent. D'où la tendance générale des dirigeants à subordonner la production des connaissances à leurs intérêts par le biais des institutions, en récompensant les conformistes et en punissant les non-conformistes, ce qu'il leur est facile de faire lorsque l'autonomie institutionnelle de la communauté des spécialistes des sciences sociales n'est pas garantie; or, elle ne l'est que dans les régimes démocratiques libéraux.

Dans quelle mesure ces hypothèses sont-elles utiles pour comprendre le développement des sciences sociales au Pakistan? Malheureusement, en l'absence de toute sociologie de la connaissance et de toute économie politique des sciences sociales au Pakistan, on ne saurait répondre à cette question avec précision. Toutefois, il est intéressant de constater que, de façon générale, les régimes civils se sont toujours attachés à

promouvoir la recherche en sciences sociales que les régimes militaires-bureaucratiques qui ont, dans une certaine mesure, encouragé la création d'instituts de recherche en sciences sociales et ouvert de nouvelles universités sous l'égide desquelles des facultés des sciences sociales se sont constituées.

Il faut toutefois, pour éviter d'aboutir, à partir de cette observation, à des conclusions erronées, se demander si les régimes qui se sont succédés au Pakistan ont véritablement changé de nature, et si ces régimes ont eu une attitude différente vis-à-vis de la promotion de sciences sociales réellement autonomes et donc susceptibles de remettre en question la légitimité de leur pouvoir ou l'exactitude de leurs prétentions en matière de stabilité, de maintien de l'ordre public, de développement social global, d'intégration nationale et de constitution d'une véritable démocratie.

Nous devons nous demander quels sont, outre les deux grands facteurs examinés ci-dessus qui expliquent l'état actuel des sciences sociales, leurs modes de croissance, leur tendance à l'imitation et à l'émulation plutôt qu'à la création, leur incapacité de critiquer l'ordre social existant, leur impuissance à contribuer à la formulation et à l'évaluation des politiques du développement, de la sécurité et de l'intégration nationales, et la polarisation d'une partie de la communauté des chercheurs et l'apathie, l'indifférence et le manque de vitalité de l'autre. Nous allons maintenant évoquer certains facteurs possibles que nous n'avons pas encore pris en compte.

Le mode de croissance et le type d'évolution des sciences sociales au Pakistan ont été considérablement influencés par leur intégration excessive à la tradition des sciences sociales

anglo-saxonnes et par leurs contacts trop poussés avec celles-ci, intégration et contacts qui résultent eux-mêmes de la tradition coloniale du pays et de sa situation périphérique>> par rapport aux systèmes économiques et culturels occidentaux et américains dominants. Cette intégration excessive a une seule tradition intellectuelle amène les sciences sociales au Pakistan à accepter sans les critiquer les paradigmes, les théories, les cadres conceptuels. C'est la définition des problèmes importants élaborés par les sciences sociales anglo-saxonnes. Cette dépendance intellectuelle entraîne évidemment la stérilité intellectuelle. Le cloisonnement et un développement inégal sont également le résultat de cette dépendance.

Le développement des sciences sociales au Pakistan est également influencé par plusieurs facteurs internes, dont les plus importants sont les restrictions imposées au libre examen, au droit de douter et de différer d'opinion et le manque d'autonomie institutionnelle des centres d'enseignement et de recherche, restrictions qui sont à leur tour liées à des problèmes d'identité nationale et d'embrigadement politique.

Il est aussi déterminé par la structure sociale du Pakistan qui confère prestige, pouvoir et privilèges à la bureaucratie militaire et civile. En vertu de quoi, cette dernière attire les esprits intéressés par les sciences sociales et d'autres domaines intellectuels, l'enseignement et la recherche ne recrutent par conséquent que des personnes montrant moins de dispositions pour les questions intellectuelles. Il s'ensuit que le prestige des scientifiques — et en particulier des spécialistes des sciences sociales — est faible, d'où l'absence chez eux de toute fierté professionnelle et de véritable attachement à leur travail intellectuel.

Les priorités en matière d'allocation des ressources et la perception du rôle des intellectuels (en particulier des spécialistes des sciences sociales) par l'élite au pouvoir expliquent aussi, dans une certaine mesure, la faible croissance des sciences sociales. L'éducation ne jouit que d'une priorité extrêmement faible dans les budgets nationaux, et parmi les sciences, ce sont les sciences sociales qui viennent au dernier rang pour les allocations accordées par la Commission des subventions aux universités et par la plupart de ces dernières. En outre, l'élite au pouvoir et la bureaucratie ont en général tendance à être hostiles aux intellectuels et à considérer les spécialistes des sciences sociales et les autres intellectuels comme des critiques radicaux et des fomentateurs de troubles. Exception faite de l'économie, on n'apprécie guère le rôle que les autres sciences sociales pourraient jouer pour favoriser la propagation de l'esprit scientifique, promouvoir la compréhension scientifique des problèmes nationaux et contribuer de manière positive à la formulation et à l'évaluation des politiques.

Finalement, il faut tenir compte de la nature et de la structure de la communauté des spécialistes des sciences sociales. Cette communauté n'est encore ni forte ni bien soudée. Les spécialistes des sciences sociales sont non seulement divisés par leurs disciplines mais également par leurs animosités personnelles et leurs rivalités professionnelles, ainsi que par la

structure autoritaire et hiérarchisée dans laquelle ils travaillent, et par une intolérance idéologique intense. Il n'existe pas d'organisation nationale globale regroupant tous les spécialistes, et il ne sera guère facile d'en créer une, si cela se fait, de la maintenir en existence. Les associations regroupant les membres d'une discipline sont soit inactives, soit moribondes, et se réunissent rarement. Elles ne poussent guère leurs affiliés à développer leurs compétences professionnelles, pas plus qu'elles ne contribuent à promouvoir une image positive des sciences sociales ou à faire pression sur les institutions du secteur public pour obtenir un appui.

Cette communauté, encore faible et embryonnaire, se doit de définir le rôle qu'elle entend jouer dans la compréhension et la solution des problèmes nationaux. La plupart de ses membres ne se livrent pas à des recherches créatrices, et ceux qui le font se limitent à des problèmes mineurs, académiques et techniques. Ils répugnent à participer aux grands débats idéologiques nationaux sur des questions d'importance. Le petit nombre de ceux qui se sont engagés dans ces débats ont déclenché des réactions si hostiles qu'elles ont entraîné une rupture de communication et totalement freiné le développement de théories et d'écoles de pensées compétitives et donc susceptibles de s'enrichir mutuellement par la critique et la discussion.

*Traduit de l'anglais*

## **Note**

1. Toutes les données concernant le nombre de spécialistes des sciences sociales proviennent du département qui centralise les données relatives aux talents au sein de la Division des ressources humaines (Gouvernement du Pakistan), qui nous les a fournies avec l'aimable autorisation de son directeur général, M. Abdul Sattar Gill.



## Références

- AHMED, Akbar S. 1984. <<Defining islamic anthropology>> *Royal Anthropological Institute News*. N065, décembre.
- \_\_\_\_\_. 1987. *Toward islamic anthropology: definition, dogma and directions*. Lahore, Vanguard.
- , et al. 1983? <<COSH Study Group Report on five disciplines of social sciences>> Rapport non publié et non date.
- ALATAS, Hussain. 1972. <<L'asservissement intellectuel dans les études du développement>> *Revue internationale des sciences sociales*. Vol. 24.
- \_\_\_\_\_. 1972. *Intellectuals in developing societies*. Londres, Frank Cass.
- ALI, Karamat. <<Development of economics as a discipline in Pakistan>> Communication non publiée destinée au séminaire sur l'état des sciences sociales au Pakistan organisé par l'Université Quaid-i-Azam (Islamabad).
- ANSARI, Zafar Afaq. 1988. *Psychological research and writing in Pakistan* Communication non publiée faite lors de l'atelier sur les ouvrages concernant le Pakistan dus à des auteurs pakistanais, organisé par le National Institute of Pakistan Studies, Université Quaid-i-Azam (Islamabad), le 26 mars 1988.
- ATAL, Yogesh. 1981. <<L'appel à l'indigénisation>>. *Revue internationale des sciences sociales*. Vol.33, 1, pp.209-218.
- , 1983. <<L'utilisation des sciences sociales pour la formulation des politiques>>. *Revue internationale des sciences sociales*. Vol.35,2, pp.405-416.
- BARBER, Bernard. 1959. <<The sociology of science>>. In: Merton et al. (dir. publi.). *Sociology today*. New York, Basic Books.
- BURKE III, Edmund. 1984. <<L'institutionnalisation de la sociologie en France: sa portée sociale et politique>>. *Revue internationale des sciences sociales*. No 102, pp.677-690.
- DUBE, S.C. 1982. <<Sciences sociales pour les années 1980: de la rhétorique à la réalité>>. *Revue internationale des sciences sociales*. Vol.34, 3, pp.529-537.
- FAIZ, Muhammad. 1985. <<Islamic economics>>. *The Muslim*. 20 mars 1985.
- GALTUNG, Johan. 1969. <<The social sciences: an essay on polarization and integration>> “. In: Knorr, Klaus; Rosenau, James N. (dir. publ.). *Contending approaches to international politics*. Princeton University Press, pp.243-285.
- , 1981. <<Structure, culture and intellectual style: an essay on comparing saxon, gallic and nipponic approaches>>. *Social Science Information*. 20 juin 1981, pp.817-856.
- HALL, B.L. 1982. <<Participatory research, popular knowledge and power>>. *Dossier FIPAD* (Fondation internationale pour un autre développement). Vol.31, septembre-octobre, pp.31-42.
- HAQ-MAHBUB, UI. 1975. <<The Bird World Forum: intellectual self-reliance>>. *International Development Review*. Vol. 17, p. 10.
- HAQUE, Ziaul. 1988. <<Characteristics and trends in social sciences in Pakistan>>. Communication non publiée destinée au Séminaire sur ' l'état des sciences sociales au Pakistan tenu le 24 mai 1988.
- INAYATULLAH. 1975. *Transfer of western model of development to Asia and its impact*. Kuala Lumpur: Asian Center for Development Administration (aujourd'hui centre de développement pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies).
- , 1985. <<Development of development economics in Pakistan>>. (Communication non publiée.)
- , 1986. <<Poor state of social sciences in Pakistan>>. *The Muslim*. 12 juin 1986.
- IQBAL, Muhammad. 1982. *Reconstruction of religious thought in Islam*. Lahore, Sh. Muhammad Ashraf.
- KHAN, Aliya H.; BURKI, Abid Aman. 1988. <<An analysis of economic research in Pakistan>>. Communication non publiée faite lors de l'atelier sur les ouvrages concernant le Pakistan dus à des auteurs pakistanais organisé à l'Université Quaid-i-Azam (Islamabad), le 26 mars 1988.

- KUMAR, Krishna. 1979. <<Indigenization and transnational cooperation in the social sciences>>. In: Kumar, Krishna (dir. publ.). *Bonds without bondage*. Honolulu, East West Center, pp. 103-119.
- MALIK, Iftichar Haider. <<Issues and problems confronting the discipline of history in Pakistan>>. Communication non publiée et non datée!
- MANHEIM, Karl. 1936. *Ideology and Utopia*. New York, Harcourt, Brace.
- MAUROOF, S.M. 1981. <<Elements for an islamic anthropology>>. In: Al-Faruqi, I.R.; Naseef, A.O. (dir. publ.). *Social and natural sciences: the islamic perspective*. Djeddah.
- MERTON, Robert K. 1957. *Social theory and social structure*. Glencoe, Illinois, The Free Press.
- MILLS, C. Wright. 1959. *The sociological imagination*. New York, Grove Press.
- NANDY, Ashis. 1983. <<Vers une politique alternative de La psychologie>>. *Revue internationale des sciences sociales*. Vol. 35, 2, pp.359-375.
- NAQVI, Syed Nawab Raider *et al.* 1980. *An agenda of Islamic Economic Reform*. Islamabad, PIDE.
- PARSONS, Talcott. 1949. *The Structure of social action*. Glencoe, Illinois, The Free Press.
- QURESHI, Zafer I. 1983. <<Social science growth, constraints and alternative paradigm>>“. *Pakistan Journal of Social Sciences*. Vol.9, 1 et 2.
- QADIR, Asghar. <<The changing conception of “science” and its impact on the social sciences>> Communication non publiée présentée au séminaire sur l'état des sciences sociales au Pakistan organisé par l'Université Quaid-i-Azam (Islamabad).
- RATNAM, K.J. 1981. <<Endogenous intellectual creativity in the social sciences>> In: Abdel-Malek, Anouar; Pandeya, Amar Nath (dir. publi.). *Intellectual creativity in endogenous cultures*. Tokyo, Université des Nations Unies.
- SCHUMACHER, E.F. 1978. *A guide for the perplexed*. Londres, Abacus.
- SHARIATI, A. 1979. *On the sociology of islam*. Berkeley, Mizan Press.
- SHAFQAT, Saeed. <<Political science: problems, prospects and scope in Pakistan>>. Communication non publiée présentée lors du séminaire sur l'état des sciences sociales au Pakistan organisé par l'Université Quaid-i-Azam (Islamabad).
- SIDDIQUI, Anwar H. <<Role of administrative training institutions in social science research>>. Communication non publiée présentée lors du séminaire national sur l'état des sciences sociales au Pakistan, organisé à l'Université Quaid-i-Azam (Islamabad).
- UNESCO, 1980. *Report on the International Forum on Participatory Research*. Ljubljana, Conseil international d'éducation des adultes, Unesco.
- WALLERSTEIN, Immanuel. 1984. <<The development of the concept of development>>. (Ch. 17), *The politics of world economics: the state, the movement and the civilization*. Londres, Calibrate, University Press.
- WASEEM, Mohammad. 1986. <<Underdevelopment of social sciences in Pakistan>>. Communication destinée au séminaire sur l'état des sciences sociales au Pakistan.
- WIARDA, Howard J. 1981. <<The ethnocentrism of the social sciences: implication for research and policies>>. *The Review of Politics*. Vol.42, avril, pp. 163-197.